



Destruction de nos garanties, de nos emplois, de nos missions, de nos structures... Plus rien ne va, disons stop ! Tous en grève le 15 novembre !

A force de régresser, la DGFIP sombre et ça craque de partout ! Le personnel manque dans tous les services, les réformes de structures déstabilisent notre quotidien et les méthodes de management très régressives et parfois agressives n'y changeront rien. Le « diviser pour mieux régner » doit être combattu par la solidarité entre agents. Nos intérêts sont communs.

- **Ensemble dénonçons la détérioration des conditions statutaires d'emploi, source de souffrance sur le lieu de travail, depuis notre recrutement jusqu'à notre départ à la retraite,**
- **Ensemble dénonçons aussi la détérioration de la qualité du service public, qui n'est plus conforme aux attentes des contribuables et usagers, ni aux nôtres.**
- **Ensemble dénonçons la baisse sensible de nos salaires, en raison de l'application de la réforme nommée Parcours Professionnels Carrières et Rémunérations (PPCR), etc.**
- **Ensemble dénonçons le plus grand plan social en France dont personne ne parle : en 13 ans, nous avons subi 37 000 suppressions d'emplois.**

Ces suppressions ont eu un impact direct sur la mission du contrôle fiscal.

Ainsi en cinq ans, 3 000 suppressions d'emplois sont intervenues dans les différents services de contrôle, alors que dans le même temps le nombre d'entreprises soumises à la TVA a augmenté de 19 %, celles soumises à l'IS de 23 %.

Le taux de couverture du tissu fiscal, et à fortiori au niveau local, se dégrade d'une inquiétante manière.

Donc, +20 % d'entreprises et – 3000 emplois dans le contrôle fiscal !

Une chose est sûre : les moyens alloués à la lutte contre la fraude fiscale locale n'ont jamais été aussi réduits.

Le service public est en danger,

La DG dégrade l'accueil pour « désintoxiquer » les contribuables et les usagers de l'accueil physique, c'est honteux :

- Nous n'avons plus les moyens de les recevoir, ils sont renvoyés sur internet ou vers des n° de téléphone surtaxés.
- Nous n'avons plus les moyens de traiter leurs demandes, de faire les mises à jour, de répondre au téléphone...

Les raisons de la casse du service public sont politiques, mais que se cache-t-il réellement derrière les prétendus déficits ?

Les mesures d'exonération successives grèvent lourdement le budget. Les déficits sont dus en grande partie aux cadeaux faits aux entreprises. Ainsi le coût du CICE en 2015 est de plus de 18 milliards d'euros, le pacte responsabilité encore 40 milliards de cadeaux supplémentaires, etc. Et quid des créations d'emplois promises en contrepartie ???

Comme trop souvent l'argent public vient une fois de plus augmenter les profits de quelques-uns.

Depuis 2008, la majeure partie du déficit provient non de l'augmentation des dépenses mais essentiellement de l'effondrement des recettes. La fraude fiscale s'élève en France à plus de 80 milliards d'euros. En supprimant autant d'emplois dans la seule administration en charge de lutter contre celle-ci, on peut raisonnablement se demander si nos gouvernements successifs ont réellement la volonté de lutter contre la fraude fiscale.

Depuis le 10 octobre, l'intersyndicale de la DGFIP (Solidaires, CGT et FO) a appelé à des actions sur la durée. Déjà dans de nombreux départements, les agents se mobilisent, sont en grève, bloquent leurs services...

Le 15 novembre c'est un appel national à la grève ,

Il s'agit de revendiquer et d'exiger les moyens suffisants pour remplir nos missions de service public, de stopper les réformes, les restructurations, et les suppressions d'emplois, destructrices de nos missions et de nos garanties statutaires.

Stop à la régression de nos conditions de travail !

Tous en grève le 15 novembre

De la défense individuelle aux défenses de nos intérêts collectifs, comme le maintien d'une cantine ou le remboursement des frais de déplacement réellement engagés qui sont refusés, voire pas demandés, encore et toujours des économies sur notre dos !

Le 15 novembre, disons STOP tous ensemble !

Partout en France, ce sont des suppressions d'emplois, des fermetures de trésoreries, des fermetures de SIE, le regroupement des missions de gestion hospitalière, le regroupement des missions pôle enregistrement sur un SPF, des fusions de SIE, des fusions de SIP...

Les règles de gestion sont mises à mal. Actuellement, en cas de suppressions d'emplois, de transferts de missions, nous étions libres d'opter pour suivre ou non cette mission. Demain, nous n'aurons plus le choix !

Lors du dernier groupe de travail, les représentants des organisations syndicales se sont aperçus que la DG veut créer l'obligation de suivre la mission en cas de transfert sur la même commune. Prochaine étape : la perte de la garantie de maintien à la résidence ou à la RAN !

Rien n'est inéluctable,

Tous en grève et dans l'action le 15 novembre !